

De l'Évangile à l'espérance : quel sens aujourd'hui ?

ACi - Wavreumont, 16-17.03.13

Par Ignace Berten, op



Dans le langage de l'Église, il est beaucoup question de nouvelle évangélisation ou de ré-évangélisation. Cette préoccupation ecclésiale est principalement européenne. Et c'est à ce niveau que je me situerai.

1. Crise de civilisation et crise de l'Église

L'Église en Europe est largement en crise : baisse considérable de la pratique, non seulement dominicale, mais surtout et plus significativement des sacrements de baptême et de mariage. Et chute des vocations. Plus profondément, il y a crise de crédibilité. Cette crise de crédibilité se situe dans un contexte plus large où toutes les institutions sont discréditées, et où, plus largement encore, il faut parler d'une crise de la civilisation.

1.1 Crise de civilisation

Très rapidement, on peut dire que la modernité occidentale est à bout de souffle : ses ressources politiques et culturelles sont largement épuisées. Je relève quelques symptômes de cette crise :

1.1.1 *Le rapport à la nation :*

- Le paradigme de la toute-puissance scientifique montre ses limites : même New-York ne se protège pas des conséquences d'un ouragan.
- Les ressources qui assurent notre production et notre consommation sont limitées : énergie, terres rares...
- Notre activité industrielle et agricole détruit les sols, pollue les eaux.
- L'élévation moyenne de la température va dérégler notre climat avec des conséquences lourdes pour l'ensemble de l'humanité, et en particulier pour les plus pauvres.

1.1.2 *Le rapport à l'espace et au temps*

La révolution électronique a complètement changé notre rapport à l'espace et au temps.

- La géographie n'est plus la même. Le monde est devenu un grand village, a-t-on dit. Les distances ont été abolies : je suis en communication immédiate avec toute la terre. Un grand village, qui a cependant son extérieur : tous ceux qui ne sont pas connectés.

- Le temps n'est plus le même non plus : l'information circule en temps réel et immédiat autour de la terre. Il y a à la fois surabondance de l'information, et filtrage : une certaine information, orientée très souvent, nous est immédiatement accessible. Mais d'énormes secteurs d'ombre nous échappent ou sont masqués.
- De ce fait, la décision politique est aussi contrainte à l'immédiat : il n'y a plus le temps et la distance pour la décision réfléchie.

1.1.3 L'apprenti sorcier ?

- L'alimentation industrielle est efficace, mais les substances qu'elle utilise peuvent causer des dommages graves qu'on ne découvre qu'après coup (bisphénol A et phtalates).
- Le développement des biotechnologies est plein de promesses, mais tout le possible scientifiquement et techniquement est-il souhaitable ? Quels effets à long terme de l'utilisation des nanotechnologies ?
- L'atome est une énergie non polluante, mais pas à l'abri d'accidents majeurs aux conséquences incalculables.
- Quelle pertinence et quelles limites du principe de précaution aujourd'hui ? Il n'y a pas d'innovations sans risques : mais jusqu'où ?

1.1.4 L'éclatement des références

- La valorisation de l'autonomie humaine a ouvert à la sécularisation, mais aussi à la délégitimation des systèmes d'autorité (Église, école...)
- Liberté de pensée et de croyance → les consensus culturels et éthiques deviennent très problématiques : la présence de l'islam complique la situation, le religieux se réaffirmant publiquement
- Danièle Hervieu-Léger parle d'une exculturation du christianisme. Malgré la sécularisation et la séparation de l'Église et l'État, des références communes d'origine chrétienne se sont largement maintenues comme évidentes. Aujourd'hui, elles s'effacent. Le calendrier était resté chrétien (la Révolution française avait bien tenté de lui substituer un calendrier républicain, mais cela n'a pas tenu) : on en parle plus des vacances de Noël ou de Pâques, mais d'hiver ou de printemps ; le dimanche se banalise, on parle d'inscrire au calendrier les grandes fêtes juives ou musulmanes. C'est surtout le modèle familial traditionnel qui est bousculé : introduction de la contraception, légalisation du divorce, familles fragilisées et recomposées, homosexuelles...
- La dignité humaine, est une référence verbale commune, mais quant à son contenu, il n'y a pas d'accord. Ouverture à l'avortement, à l'euthanasie : c'est au nom de la dignité qu'on est pour ou contre.
- La prégnance de la concurrence économique mine les volontés et les systèmes de solidarité.

1.1.5 Deux bombes à retardement

- L'augmentation des inégalités rend les sociétés explosives (hémisphère Sud, mais aussi Grèce, Espagne...).
- Sans changements fondamentaux, les limites de la planète physique briseront notre système productif et de consommation, et donc notre mode de vie.

1.1.6 Crise du projet européen

À ces multiples symptômes de crise globale, il faut ajouter la crise du projet européen.

Le projet européen, né avec la CECA (1950) et le Traité de Rome (1957) avait un double objectif : assurer la paix sur le continent et créer les conditions d'une croissance et d'une prospérité partagée dans la coopération et la solidarité.

La paix est gagnée entre France et Allemagne et semble maintenant assurée à l'ensemble des États membres. Quoique, comme dans les années trente, on constate une montée des nationalismes, des populismes et des extrêmes droites... Je cite Jean-Claude Juncker, premier ministre du Luxembourg et ancien président de l'Eurogroupe : « Ceux qui croient que l'éternelle question de la guerre et la paix en Europe a trouvé une réponse définitive pourraient commettre une monumentale erreur. Les démons [du nationalisme] n'ont pas été expulsés ; ils sont seulement endormis » (Der Spiegel, 11.03.13)

La solidarité et la coopération sont aujourd'hui gravement mises à l'épreuve. L'ouverture européenne à une mondialisation livrée à une concurrence sans merci et non régulée, d'une part, la situation de crise économique et sociale qui touche tous les pays membres, mais en frappe de façon dramatique certains (Grèce, Italie, Espagne, Portugal, Irlande), ont fait éclater les déséquilibres et inégalités entre États et ont créé partout de nouvelles pauvretés. Le principe de concurrence non faussée entre entreprises, inscrit dans le traité, pour la protection des consommateurs, a été transposé de fait à une concurrence entre États au niveau fiscal, salarial et social, en faussant la concurrence entre entreprises et en entraînant une spirale descendante quant aux rémunérations, à la protection sociale, aux services publics, etc. L'Angleterre a introduit dans le processus européen le jeu non coopératif en imposant l'idéologie du seul marché, en bloquant tout progrès politique qui requiert l'unanimité. Par ailleurs, la réussite économique de l'Allemagne, misant tout sur l'exportation, s'est faite sur le dos de ses partenaires européen et sur le dos des travailleurs, avec le développement dramatique d'une nouvelle classe de travailleurs pauvres au sein même du pays. La négociation entre intérêts nationaux prend systématiquement le pas sur l'intérêt communautaire. Il n'y a plus de projet politique commun, et la solidarité est réduite au minimum intéressé : on sauve de justesse le système financier et économique grec, non par solidarité avec la population, mais pour éviter une contagion qui pourrait conduire à l'effondrement de pans entiers du système bancaire des grand pays comme l'Allemagne ou la France.

Il s'ensuit une méfiance croissante des citoyens vis-à-vis de l'Europe, un euroscepticisme montant ou des mouvements en appelant à une sortie soit de l'euro, soit de l'Union, alors qu'il est évident qu'aucun pays n'en sortira seul, même le plus grand

et le plus puissant économiquement comme l'Allemagne, face au bulldozer de la mondialisation et de la force de frappe des multinationales.

Mais c'est aussi la démocratie qui est menacée en Europe : d'un côté il y a rupture de plus en plus profonde entre les opinions publiques, les peuples et le gouvernement européens ; d'autre part, la prise de pouvoir des gouvernements par le Conseil européen marginalise de fait le parlement européen et les parlements nationaux.

1.2 Crise de l'Église comme institution

La conjoncture culturelle et civilisationnelle affecte profondément l'Église comme institution (en parlant de l'Église, je parle ici spécifiquement de l'Église comme institution, l'Église étant d'abord l'ensemble des croyants).

La perte de confiance vis-à-vis de toutes les institutions touche évidemment l'Église, mais sa perte de crédit a aussi des traits et des causes propres.

Le crédit moral de l'Église a été évidemment fort touché par le problème de la pédophilie. Mais il y a plus profond. La conjoncture culturelle et politique de l'Europe déstabilise l'évidence des positions de l'Église et celle-ci se crispe :

- Le discours de beaucoup de responsables ecclésiastiques, à commencer par Benoît XVI, est fondamentalement négatif sur la culture européenne : l'Europe est une société en décadence.
- Par rapport à la culture, c'est la méfiance concernant la revendication d'autonomie de la conscience ; le refus de tout débat interne sur les questions nouvelles, en contradiction avec l'esprit de participation et de démocratie ; le refus de poser sérieusement la question de l'égalité de participation des femmes ; l'incapacité de prendre en compte une anthropologie qui ne se donne pas pour norme ultime la nature au sens biologique du terme ; le refus de rencontrer la question de la distribution du pouvoir et donc de questionner la structure sacramentelle des ministères, etc.
- Par rapport à la société politique, c'est la non-acceptation de la réalité de fait multiconvictionnelle de la société et de la diversité interne concernant les multiples questions éthiques nouvelles.

Par rapport à Vatican II, qui a voulu ouvrir un esprit de dialogue ouvert et critique, tout en même temps, avec le monde et la culture, dans une interaction réciproque, il y a repli sur une identité d'opposition, l'Église prétendant être porteuse de la seule vérité sur l'être humain. De ce fait, la parole institutionnelle de l'Église se disqualifie très largement, par rapport à la majorité de ceux qui ne sont pas ses propres adhérents, mais aussi en interne dans la mesure où 1° ce discours se montre incapable de manifester la convergence de ses positions avec l'esprit de l'Évangile, et où 2° nombre de croyants engagés dans leur foi et pour une part dans des responsabilités ecclésiastiques ne peuvent se faire entendre à partir de leur propre expérience de croyants.

On peut dire que pour l'Europe, le thème de la nouvelle évangélisation soutenu par Rome, se veut comme une stratégie de reconquête du terrain perdu, et pour Benoît XVI la question européenne était au centre de ses préoccupations, cette Europe qui est en état

d'apostasie, selon ses mots, lors d'une audience pour l'épiscopat européen à laquelle j'ai assisté. Le document de travail pour le synode d'octobre dernier, « La nouvelle évangélisation pour la transmission de la foi chrétienne » avait des formules positives, comme celle-ci : « Nouvelle évangélisation veut dire une réponse adéquate aux signes des temps, aux besoins des hommes et des peuples d'aujourd'hui, aux nouvelles scènes qui montrent la culture à travers laquelle nous exprimons notre identité et cherchons le sens de notre existence » (n. 164). Mais dans l'ensemble il était marqué par un regard très négatif sur le présent de la culture et en particulier sur le processus de sécularisation. Nulle part il ne s'interrogeait sur les raisons du recul et de la perte de crédit de l'Église. Le document en appelle à une adaptation du langage, sans demander si ce ne sont pas certaines catégories théologiques et éthiques traditionnelles qui demandent à être réinterrogées. L'objectif, en simplifiant et en caricaturant un peu, est de transmettre le même contenu (dit de toujours) dans un emballage modernisé en vue de revaloriser la pratique sacramentelle.

Benoît XVI n'a pas publié l'exhortation apostolique qui devrait être la conclusion du synode. Mais 58 propositions lui ont été transmises le 28 octobre par les évêques qui, dans leur ensemble, sont nettement moins négatives par rapport à la culture et à la société, mais n'invitent pas non plus à des ré-interrogations un peu profondes. Par ailleurs, le synode a adressé un Message au Peuple de Dieu, plus positif dans l'ensemble, mais sans invitation à aucun questionnement réel sur le fonctionnement institutionnel de l'Église elle-même. « La nouvelle évangélisation est centrée sur le Christ et sur l'attention à la personne humaine, en vue de permettre une rencontre réelle avec lui. Mais ses horizons sont aussi larges que le monde et ne se restreignent à aucune expérience humaine particulière. Cela veut dire que la nouvelle évangélisation veille avec un soin particulier au dialogue avec les cultures, dans la ferme confiance qu'elle trouvera en chacune d'elles les "semences du Verbe" dont parlaient les Pères. En particulier, la nouvelle évangélisation a besoin d'envisager un rapport renouvelé entre la foi et la raison, dans la conviction que la foi a assez de ressources pour accueillir tous les fruits d'une raison saine, éclairée et ouverte à la transcendance, et qu'elle possède le pouvoir de porter remède aux limites et aux contradictions dans lesquelles la raison peut tomber. »

1.3 Des raisons d'espérer

Si nous sommes lucides, le tableau présent est sombre et lourd de menaces. Faut-il désespérer pour autant ? Non.

1.3.1 Au niveau sociétal

Il est devenu intellectuellement évident que notre système de production et de consommation conduit à l'impasse. Il faut encore que politiquement et culturellement on se mobilise pour ouvrir d'autres voies : une société et une économie plus sobres, plus en harmonie avec la nature, plus égalitaire.

Mais la révolution nécessaire est aussi éthique : la revalorisation de la dimension relationnelle de la vie, de la solidarité et de la perspective longue du temps. Or précisément, la dimension du temps est de fait réintroduite par la problématique de

l'environnement et du climat. Il est à espérer que ce paradigme du temps long, de la coopération indispensable et de la solidarité actuelle et intergénérationnelle s'inscrive progressivement dans la culture et prenne la place du paradigme individuel du tout tout de suite dans un univers concurrentiel.

En fait, il s'agit de réajuster

- notre rapport aux autres : c'est tous ensemble, dans la solidarité et la coopération que nous pourrions en sortir ;
- notre rapport à la nature, qui n'est pas un fonds inépuisable de ressources à notre disposition, mais appel à une existence en harmonie ;
- notre rapport aux choses, dans la mesure et la sobriété, contre la surconsommation et le toujours plus ;
- notre rapport au temps, en réintégrant la durée longue, contre les impératifs du profit ou de l'intérêt immédiats ;
- notre rapport à l'espace, à l'inverse d'une urbanisation de mégapoles ingérables.

Au cœur de ces cinq rapports qu'il y a à réajuster, s'impose la reconnaissance de nos limites et des limites de notre terre, contre notre rêve de toute-puissance, le rêve de s'affranchir de toute limite.

Le changement nécessaire se heurte cependant à d'importants obstacles :

- le discours idéologique qui canonise la théorie selon laquelle plus de croissance et d'enrichissement des riches rejaillira spontanément et par diffusion en une diminution de la pauvreté, théorie jamais démontrée, de multiples indices indiquant que cette corrélation est fautive ;
- la répartition diffuse de l'intérêt à ce que le système continue : on attend spontanément que l'argent placé ou l'assurance pension apportent le maximum d'intérêt sans s'interroger sur la façon dont cet intérêt est obtenu, avec pour conséquence des catastrophes comme Dexia ;
- le sentiment d'impuissance : cela nous dépasse, c'est trop compliqué, et de toute façon on ne peut rien y faire ;
- la conviction qu'il n'y a pas d'alternative : il n'y a pas un système économique et productif alternatif crédible.

N'est-il pas trop tard ? On ne sait pas. Peut-être. Mais si on ne fait rien, ce sera certainement trop tard. Le changement nécessaire suppose :

- une prise de conscience collective de la gravité de la situation et du sens de l'urgence ;
- la mobilisation la plus large possible : il ne suffit pas de changer les élites ; il y a nécessité d'un leadership qui ne se présente pas comme ayant la solution, mais capable de sensibiliser et d'orienter.

Cet avenir différent, qui s'exprime dans le slogan « Un autre monde est possible », demande à être modestement anticipé dans le quotidien des pratiques. Sur ce terrain, la

responsabilité de chacun et chacune est engagée, la responsabilité des associations et des institutions. Et aussi la responsabilité des communautés chrétiennes et des Églises. Il y a urgence à instaurer des lieux démocratiques de débat sur le sens de notre vie ensemble en société.

Dans leur ensemble, les médias n'encouragent ni l'optimisme ni l'espoir. La violence et les catastrophes sont bien plus présentes que les bonnes nouvelles. Est-ce un parti pris ? Non, il se fait que les unes sont plus vendables que les autres. Pourquoi ? Parce que les gens aiment cela ? Je ne pense pas. La violence ou la catastrophe sont le plus souvent des événements ponctuels et dont on a des images, même si on sait qu'il y a sélection, et qu'il y a les conflits oubliés... Quant aux famines endémiques, cela ne fait pas la nouvelle : ce sont toujours les mêmes images. Les signes d'espoir ne font pas l'actualité, parce que le plus souvent il n'y a pas d'images, pas d'images frappantes en tout cas. Pour les déceler, pour les mettre en image ou en récit, il y faut beaucoup plus de temps (présence, accompagnement, interviews, et durée...), or le temps c'est de l'argent. Les médias sont ainsi faits.

Sur la durée, on peut relever une série de faits positifs :

- La bombe démographique n'a pas explosé : la population mondiale continue à s'accroître, et cela pose question, mais partout les courbes de fécondités deviennent plus raisonnables... Dans nombre de pays d'Europe occidentale, elles ont même tellement chuté que cela devient préoccupant : Allemagne, Italie et Espagne, Russie, Bulgarie, Roumanie, etc. Sans parler de la Chine, où la politique d'un seul enfant commence à poser de très sérieux problèmes.
- Si les inégalités ont partout augmenté, si de nouvelles formes de pauvreté apparaissent chez nous, et en particulier dans le pays le plus riche et le plus puissant de l'Union européenne, l'Allemagne, l'extrême pauvreté, en nombre et en pourcentage, a diminué dans nombre de pays, en particulier en Chine et en Inde, mais aussi Brésil. Et une nouvelle classe moyenne se construit. La Chine a enfin compris que le niveau de vie de la population travailleuse devait être amélioré, que toute l'économie ne pouvait viser seulement l'exportation.
- De grandes causes ont fait du progrès dans les mentalités, dans les discours et les pratiques politiques, même s'il reste beaucoup à faire : l'égalité des femmes, les questions d'environnement et de climat, les discriminations sur fondement racial. La Déclaration Universelle des Droits de l'Homme et les différentes chartes et conventions sur les droits politiques, économiques et sociaux, ou les droits culturels sont un progrès, même si les États qui les ont ratifiées ne les respectent souvent pas ou trop peu.

Dans le présent, une multitude de signes positifs :

- On se plaint que la militance a baissé, ce qui n'est pas faux. Mais les initiatives et les réseaux associatifs ne cessent de se développer un peu partout, et viennent en partie au moins contrebalancer l'individualisme exacerbé.
- Internet est un instrument ambigu : il répand la pornographie et est instrument de pédophilie, il est utilisé par les réseaux criminels et mafieux. Mais il est aussi un extraordinaire instrument de solidarité, de mobilisation, d'action. Différentes

campagnes lancées par Avaaz ont eu des effets positifs, si les printemps arabes ont été à leur départ aussi peu violents, on sait aujourd'hui que c'est, entre autres, grâce à Internet qui a diffusé dans le milieu des jeunes des pratiques et des consignes de non-violence.

- Les forums sociaux mondiaux ou continentaux se font entendre : une société civile internationale est en train de se tisser.
- Dans le domaine de la violence et des armements, des campagnes internationales ont porté du fruit : officiellement, les mines anti-personnelles ou les bombes à fragmentation sont interdites (mais de grands États, en particulier les États-Unis n'ont pas ratifié de telles conventions). Actuellement ce qui est en débat, c'est le traçage du commerce des armes de petit calibre, celles qui causent le plus de morts dans le monde.
- Des campagnes sont en cours concernant le droit à l'eau et l'accès à l'eau, et pour la définition de l'eau comme bien commun. Les résistances de la part des pouvoirs économiques et industriels sont énormes, mais le mouvement est là.
- Des manières de faire nouvelles s'expérimentent : liens entre producteurs et consommateurs dans le domaine de l'alimentation, partage des savoirs et des compétences au niveau local, modes de financement alternatif, agriculture familiale et paysanne, etc.
- Des mobilisations internationales ont contraint certaines entreprises à respecter davantage les normes internationales du travail, au sein de leurs propres usines, mais aussi chez leurs sous-traitants, en particulier en ce qui concerne le travail des enfants.
- Des manières nouvelles aussi à un autre niveau : responsabilité sociale des entreprises (RSE), chartes déontologiques signées par des entreprises (Global compact), etc. Il ne faut pas être naïf : on soigne l'image de marque, mais cela a aussi des effets positifs sur les conditions de travail, la liberté syndicale et le travail des enfants entre autre.
- Sur les nouvelles questions éthiques et les législations concernant les pratiques nouvelles, dans différents pays, des commissions éthiques, sont mises sur pied, comme au sénat en Belgique pour l'euthanasie : tous les mandataires participants à cette commission se sont déplacés et ont nuancé leur point de vue.
- Il n'y a sans doute pas de réponse univoque et tranchée à la question que pose l'euthanasie, mais en même temps, on peut dire que les soins palliatifs de plus en plus développés et financés, consistent en une ré-humanisation de la mort dans une société qui l'a largement écartée de l'expérience des vivants.
- Très peu visible, dans le quotidien : les multiples gestes et comportements de solidarité, d'entraide ; les multiples pratiques de débrouille créative (même si plus ou moins souvent à la limite de la légalité).

Tout cela montre qu'il y a des ressources au sein de la société. Que des choses nouvelles naissent et sont porteuses de sens. Suffiront-elles à faire naître un nouveau monde, une nouvelle société plus juste, plus équilibrée, plus respectueuse de la dignité humaine pour

tous, plus en harmonie avec la nature, et plus prudente de ce point de vue ? Il est impossible de le dire.

Du point de vue éthique, on peut dire qu'il y a urgence à revaloriser le bien commun au sens où le définit l'enseignement social de l'Église catholique : la recherche des conditions économiques, sociales et politiques qui permettent d'assurer à toutes les personnes et à tous les groupes sociaux (au niveau local, national, européen et mondial) l'accès à leur meilleur épanouissement. Aujourd'hui, on est très loin du compte.

Il y a urgence à risquer les démarches préparant une autre société, un autre avenir. Il n'y a aucune certitude de réussite, mais il est de plus en plus sûr que si on laisse les choses aller comme elles vont, on va collectivement à la catastrophe.

Après la catastrophe de la Deuxième guerre mondiale, il y a eu une mobilisation sans précédent pour reconstruire la société. Trois éléments principaux y ont contribué. 1) Les solidarités créées dans la résistance ont élaboré un projet social-démocrate fondé sur une forme de solidarité, ce qui n'excluait pas, bien sûr les rapports de force pour la répartition des fruits de la reconstruction et de la croissance. 2) Au lieu d'imposer à l'Allemagne un fardeau insupportable de dettes de guerre, comme on l'avait fait en 1918, en préparant ainsi le lit de la deuxième guerre, on a appuyé la reconstruction du pays. 3) Il y a eu le plan Marshall (1948), expression d'une solidarité intéressée des États-Unis, solidarité ambiguë parce qu'il y allait de la relance de l'industrie états-unienne : comme quoi solidarité et intérêt peuvent, jusqu'à un certain point du moins, converger.

Il est à espérer qu'il y aura assez de conscience collective, de ressources, de volonté politique pour prévenir la catastrophe.

1.3.2 Au niveau ecclésial

L'horizon présent n'est pas réjouissant. L'enthousiasme soulevé par Vatican II a été suivi par beaucoup par une grande déception et de l'amertume. Le Concile n'a pas tenu ses promesses ; des forces conservatrices ont mené une stratégie continue leur permettant de reprendre le pouvoir...

Faut-il désespérer de l'Église pour autant, comme le donnent à entendre tous ceux qui l'ont quittée ou ont pris distance ? La majorité des jeunes adultes, nés dans une famille croyante, se sont complètement désintéressés des choses ecclésiales et de la foi explicite...

L'Église est en difficulté. Il ne faut pas en désespérer pour autant !

Tout d'abord, l'Église ne se réduit ni à son institution, ni à sa hiérarchie. L'Église c'est l'ensemble du peuple de Dieu, l'ensemble des croyants, et en ce sens la véritable Église dépasse les limites de l'Église catholique romaine. En ce qui nous concerne, c'est cependant bien de cette Église dont il est question.

Deux ressources d'espérance :

Vatican II n'a pas porté les fruits que nous espérons. L'histoire montre que la réception des conciles a très souvent pris du temps, parfois plus d'un siècle... Des choses fondamentales ont déjà changé chez nous : une prise de conscience des laïcs quant à

leur responsabilité ; une foi plus personnelle et réfléchie chez beaucoup ; une réappropriation de la lecture biblique ; une autonomisation de la conscience personnelle ; une liturgie plus vivante, avec des libertés prises par rapport aux normes officielles ; des réseaux vivants, etc. Tout cela est, pour une part, le fruit de Vatican II.

Les durcissements actuels, l'intransigeance morale, la surdité quant aux appels de repenser les ministères, l'exclusion des femmes des structures sacramentelles et des positions de pouvoir : tout cela fait souffrir, cause découragement et abandon chez certains. C'est vrai. Mais je suis convaincu que l'Évangile porte en lui des ressources insoupçonnées de rebondissement.

On peut espérer que l'élection du pape François soit une bonne nouvelle pour l'Église et la société. C'est certainement un conservateur, en particulier dans le domaine éthique, mais aussi par rapport à la théologie de la libération. Mais il peut imprimer un style nouveau au centre romain, et c'est important. On dit aussi que c'est un homme d'écoute : il faut espérer qu'il rétablisse un rapport de dialogue dans la confiance avec les épiscopats nationaux...

Et tant par rapport à la société que par rapport à l'Église, nous sommes appelés à nous situer au sein du courant prophétique de l'histoire. Socrate, Galilée, Gandhi : ont eu raison trop tôt, peut-être, mais ils ont fait l'histoire. Des mouvements historiques ont été annonciateurs de changements fondamentaux. Les premiers ouvriers qui, au 19^e s., ont organisé les premières mutuelles et les caisses de résistance, n'avaient apparemment pas beaucoup d'atouts face à la puissance et la brutalité du capitalisme industriel naissant, mais nous leur devons la protection sociale. On s'est moqué des premières féministe, les suffragettes anglaises revendiquant le droit de vote : le mouvement féminin est devenu une revendication mondiale. Les premiers écolos ont été traités de doux rêveurs, mais plus un parti ne peut présenter un programme sans un chapitre sur l'environnement. Tout cela ont changé l'histoire parce qu'il croyaient que les choses pouvaient changer. Schuman et Adenauer ont osé croire que la réconciliation serait possible entre leurs deux pays : ils ont pris un chemin de détour par l'économie, parce qu'ils savaient que les populations n'étaient pas prêtes à une réconciliation. Et la réconciliation s'est faite.

Nous pouvons relire la mort et la résurrection de Jésus au cœur de cette dynamique prophétique de l'histoire. Jésus a été condamné par le Temple et par l'Empire. Ces deux puissances ont disparu depuis des siècles, mais l'Évangile vit toujours. On peut dire qu'en Jésus, Dieu assume cette dynamique historique.

Face au sentiment d'impuissance, c'est dans le réel qu'on peut lutter : c'est aussi la pratique de Jésus : des humbles gestes qui ont remis des gens debout, leur ont rendu leur dignité. Et par là une mise en cause du système. Semence jetée en terre qui continue à porter du fruit.

2. Quelques enjeux présents pour l'ACi

Vatican II, dans la Constitution *Dei Verbum* consacrée à la révélation, a réfléchi à la manière dont la compréhension de la révélation s'actualise dans le présent. Le Concile a dit que cette compréhension et actualisation s'effectuent par la lumière de l'Esprit dans l'interaction de trois acteurs : 1) les croyants et le sens de la foi des croyants ; 2) les théologiens au sens large, c'est-à-dire ceux et celles qui ont formation et compétence pour réfléchir les choses de la foi et de la pratique chrétienne ; 3) les évêques par leur charisme certain de vérité : sont ici désignés les évêques en tant qu'appartenant au corps épiscopal. Les rédactions successives de ce passage montrent que trois mots présents dans des rédactions précédentes ont été exclus ici : magistère, pape et infaillible ! Ce n'est que plus loin dans le texte qu'il est aussi question du ministère du pape en communion avec les évêques. Quant au charisme certain de vérité, l'expression est reprise à St Irénée où elle signifie un charisme qui certifie la vérité.

Il faut reconnaître que cette articulation dynamique ne fonctionne pas dans l'Eglise d'aujourd'hui, le pape et les institutions romaines ayant accaparé tout le pouvoir d'interprétation. Deux exemples : en 1968, dans *Humanae Vitae*, Paul VI contre l'avis très majoritaire de la commission qu'il avait lui-même instituée, condamne toute pratique contraceptive ; et sur l'ordination des femmes, Jean-Paul II consulte la Communauté biblique pontificale, qui déclare de façon à peu près unanime qu'il n'y a aucun argument décisif dans le Nouveau Testament excluant l'accès de femmes au ministère presbytéral, mais le pape dans *Ordinatio sacerdotalis*, en 1994, exclut définitivement cette possibilité en s'appuyant sur des arguments bibliques...

On peut dire sans doute que l'Eglise catholique romaine n'est plus aujourd'hui dans les conditions qui permettent à l'Esprit d'agir pleinement, et que de ce fait les trois acteurs en souffrent et risquent chacun de dériver (on peut donner divers exemples actuels).

Il n'en reste pas moins que Vatican II nous invite comme croyants portés par l'expérience de la foi et comme croyants réfléchissant notre foi (c'est-à-dire comme théologiens au sens large), à être aujourd'hui acteurs de l'actualisation de la révélation, c'est-à-dire de l'Evangile. Ensemble il s'agit d'être porteurs d'Evangile ou acteurs d'évangélisation.

2.1 À partir de l'Évangile

L'Evangile est Bonne Nouvelle du Royaume. Jésus forme autour de lui une communauté, en deux cercles. Le cercle le plus proche est celui de apôtres et de quelques femmes qui l'accompagnent, le plus large est celui des disciples. Mais Jésus ne cherche pas à faire de tout le monde des disciples : son souci, sa pratique, c'est l'inauguration du Royaume, c'est-à-dire l'émergence et le développement d'une autre qualité des rapports humains et des rapports sociaux, et d'un autre rapport à Dieu.

Je partirai ici du récit de la guérison de l'homme à la main paralysée en Marc 3. Nous sommes un jour de sabbat : le sabbat a été offert à la communauté comme jour de convivialité à laquelle tous sont invités à prendre part : tu ne travailleras pas, ni tes

enfants, ni ton serviteur, ni l'esclave qui est chez toi. Ce jour-là on est invité à vivre ensemble dans la joie, au-delà des différences sociales. Mais le sabbat est devenu jour d'interdits, jour d'ennui ! Et nous sommes dans une synagogue : lieu précisément du rassemblement de la communauté dans l'accueil réciproque. Mais il y a là un homme dont la main est paralysée : sûrement il doit être coupable de quelque péché, et on le tient à l'écart. Jésus le voit et l'appelle à lui : « Viens ici au milieu » ; tu as pleinement ta place parmi nous. « Étends la main », et la main est guérie : cet homme peut désormais trouver sa place dans la communauté et y participer pleinement par son travail.

Un mot caractérise bien la figure de Jésus : la sollicitude (à laquelle est appelé tout disciple), mot que je préfère à compassion, parce qu'il est beaucoup plus actif (rappelons-nous que la première encyclique sociale de Jean-Paul II était *Sollicitudo rei socialis*, le souci de la réalité sociale).

1) La sollicitude, c'est d'abord être touché au cœur par ce que vit l'autre, se faire proche de lui et répondre à son attente. Jésus voit la détresse de cet homme qui n'a rien demandé. Il s'agit donc d'abord voir (ou d'entendre) ce que vivent en réalité les gens. La sollicitude est intelligence du cœur qui conduit à l'empathie ou à une compassion active.

Cette empathie présente une double dimension :

D'une part, elle est faite d'admiration, de perception intuitive des signes présents du Royaume sur le visage ou dans le comportement des personnes. Elle est aussi l'appréciation positive, la reconnaissance, la valorisation : le centurion, la Syrophénicienne, la pauvre femme au Temple. Et le « Je te bénis, Père, car tu as caché cela aux sages et aux savants, et tu l'as révélé aux tout petits.... ». La sollicitude est faite d'émerveillement.

Mais la sollicitude est aussi perception de la souffrance de l'autre, empathie dans la relation à l'autre souffrant. Elle est indignation. Percevoir ce que l'autre demande et attend au-delà du geste ou de la parole. Elle va à la rencontre de et se fait présente à la souffrance et à l'attente du souffrant.

2) La sollicitude est liberté : le sabbat est fait pour l'homme et non l'homme pour le sabbat. Elle conduit de ce fait à la transgression.

David MEYER, in David MEYER, Yves SIMOENS, Soheib BENCHEIKH, *Les versets douloureux. Bible, Évangile et Coran entre conflit et dialogue*, Bruxelles, Lessius, 2007, pp. 33 et 45.

« Certes, la Loi est écrite, les commandements se trouvent dans la Torah, dans la Michnah ou dans le Talmud, mais il n'y a pas d'éthique véritable sans une réflexion profonde sur la théologie de la transgression. Face à ces cas ultimes, des cas de vie ou de mort [...], la Loi ne peut pas être un refuge. Considérer la Loi comme un refuge, sans la questionner et sans oser la transgresser, cela aussi s'appelle du fanatisme. »

« Abraham s'octroie le droit de discuter et d'argumenter avec l'Éternel afin, justement, de le faire changer d'avis et de faire triompher la justice la plus totale.

Lorsque nous sommes partenaires de Dieu, la pire des attitudes consisterait donc à se taire et à exécuter les ordres divins sans les discuter, sans les comprendre et, surtout, sans les critiquer lorsque cela semble éthiquement nécessaire. »

Aujourd'hui, la question de l'accueil des divorcés remariés ; la question de la reconnaissance d'un amour vrai homosexuel...

3) La sollicitude est une prise de parti : Jésus prend le parti de cet homme, contre le jugement qui pèse sur lui. On peut comprendre en ce sens le choix prioritaire des pauvres, expression qui nous vient d'Amérique latine, mais qui est reprise dans le langage romain. Il s'agit bien d'un choix, le choix d'un regard particulier, d'un point de vue particulier, regard qui n'est pas évident. Face aux législations ou aux institutions, qu'en est-il des fragiles dans notre société ? On prend le parti de se mettre de leur côté.

4) Cette prise de parti conduit à une mise en cause de l'argent (Mammon) et du pouvoir dont on abuse. Sur tous les billets de dollars, il y a la devise « In God we trust », Nous mettons notre confiance en Dieu... La pub d'une banque dans un magazine brésilien présentant un beau lingot d'or : « In gold we trust », Nous mettons notre confiance dans l'or : c'est plus explicite. À Flixecourt (Nord de la France), il y avait une importante usine de textile, un coron aux pauvres maisons, et un château, celui du propriétaire de l'usine. Un grand escalier d'honneur éclairé par un grand vitrail : « L'amour peut beaucoup - l'argent peut tout » ! Mais Jésus ne met pas seulement abstraitement en cause argent et le pouvoir, il met aussi en cause les groupes sociaux qui en profitent : les scribes, les pharisiens, les sadducéens (une sorte de lecture de classe), mais il distingue les personnes (Nicodème, Zachée...).

5) La sollicitude finit par mettre en cause le système lui-même. Jésus se laisse toucher au cœur. Il accueille, il agit pour ouvrir la vie. Face à la résistance, il dénonce ce qu'on peut appeler les structures de péché. Mais en même temps, il nous invite à ne pas nous laisser abattre par la dureté de cette dénonciation nécessaire. C'est sans doute la parabole du bon grain et de l'ivraie qui permet de se situer, en osant croire que dans ce monde mêlé qui est le nôtre, dans ces êtres mêlés que nous sommes, Dieu est à l'œuvre pour faire prévaloir la vie.

En ce sens, qu'est-ce qu'évangéliser ? C'est ouvrir activement un espace où des hommes et des femmes puissent vivre de l'esprit du Royaume, connaître le bonheur de vivre par et dans l'esprit du Royaume. Evangéliser ce n'est donc pas d'abord élargir le périmètre de l'Eglise (souci premier du document).

Pour que ce soit possible, il faut des communautés qui, en tant que telles, cherchent à vivre de cet esprit, au niveau des personnes et de la manière de l'être ensemble, en étant par là aussi attirant. Mais ne pas se tromper sur l'objectif premier.

Pour vivre cela, dans l'esprit de l'Évangile, la communauté a besoin de moyens, d'appuis : la mémoire de Jésus qui se vit dans la lecture et l'interprétation des Écritures, la célébration dans ses différentes formes et donc la liturgie... Pour vivre en histoire et faire histoire, elle a aussi besoin d'institutions. Tout cela est vrai et nécessaire... mais second.

On insiste souvent dans l'Église sur la visibilité. Mgr Rouet fait remarquer que dans une perspective d'évangélisation, il ne s'agit pas d'être visible, mais d'être lisible : que

l'Évangile soit lisible dans la manière d'être et de faire des croyants et des communautés.

2.2 L'Évangile et la société

Face aux graves questions que pose la société aujourd'hui, face à ses défis, ses menaces, ses impasses, l'Évangile ne nous offre pas de recette, pas de réponse toute faite. Nous savons plus ou moins théoriquement ce qu'il ne faut plus faire ou plus continuer à faire. J.-Cl. Juncker disait aussi récemment : les gouvernements savent plus ou moins ce qu'il faudrait faire dans l'immédiat, mais s'ils font ce qu'il faudrait faire, ils sont sûrs de ne pas être réélus ; et de plus, ils ne savent pas ce qu'il faut faire pour le long terme. Personne n'a le savoir du chemin qui peut conduire pour demain à une humanité solidaire et heureuse.

Saint Jean nous dit que nous sommes dans le monde sans être du monde : nous devons vivre dans la distance et la liberté par rapport à l'esprit du monde actuel défini par le système économico-financier qui le régit, fondé exclusivement sur le profit.

Je pense que dans la société, nous devons faire vivre deux qualités ou deux vertus : la capacité d'indignation et la capacité d'utopie.

Indignation (Stéphane Hessel : Indignez-vous !) : ne pas se résoudre au « c'est comme ça », il n'y a rien à y faire. Non, il y a trop d'inacceptable. Il n'est pas acceptable que tant (et plus en plus) de gens mendient dans nos rues et logent à la rue ou dans les couloirs de nos gares. Il n'est pas acceptable que, dans une même société, certaines personnes gagnent l'équivalent de 500 ou 1000 ans de travail au salaire minimum. Il n'est pas acceptable que des millions de gens vivent la misère et continuent à mourir de faim alors qu'il y a plus qu'assez de ressources pour nourrir tout le monde. Il n'est pas acceptable que, selon les régions, l'espérance moyenne de vie présente une différence de trente ans. Il n'est pas acceptable que tant de gens soient réprimés parce qu'ils ont une parole libre ou différente. Tout cela doit continuer à susciter l'indignation, alors même que nous n'avons pas de solution et que nous n'avons pas de prise ou si peu...

Mais il faut aussi nourrir l'utopie, non pas le rêve, mais comme la définissait Desroche une image motrice globale, une direction vers laquelle il faut tendre : une société de dignité pour tous, de participation et de liberté, d'inégalités restreintes et contrôlées, etc. Une direction qui permet d'évaluer les politiques en cours à partir de leurs effets réels et d'orienter les décisions à prendre.

2.3 La dignité humaine

La dignité humaine est au fondement des droits humains et est placée en tête de nombreux instruments juridiques tant internationaux (Déclaration universelle des droits de l'homme, Traité européen) que nationaux (Constitutions).

Quatre difficultés cependant :

- Il n'y a pas d'accord sur les fondements de la dignité : la foi en Dieu, et donc la référence à Dieu seul comme source de dignité (l'insistance de l'Église pour Dieu

soit nommé au préambule du traité européen) ? un texte révélé (la Bible, le Coran) ? la conscience humaine ? une convention politique ?

- Il n'existe pas de définition commune de la dignité : elle ne se définit ou ne s'approche que par le négatif, c'est-à-dire comme en creux, par ce qui est indigne de l'être humain. C'est dans l'indignation que se révèle la dignité et ce qu'elle implique.
- La conception de la dignité est une réalité historiquement évolutive : autrefois l'esclavage n'était pas considéré comme contraire à la dignité humaine, mais il y avait appel à traiter humainement les esclaves (cf. saint Paul) ; l'homosexualité était considérée comme une déviance morale indigne de l'être humain ; les mutilations génitales féminines ne posaient pas question, ni de façon plus générale le statut de la femme dans diverses sociétés.
- Dans les sociétés plurielles et multiculturelles, il n'y a pas unanimité sur les exigences de la dignité ou sur le périmètre couvert par la dignité : questions actuelles autour de l'avortement ou de l'euthanasie, de l'homosexualité, de l'égalité des femmes...

En ce sens la dignité est à la fois une référence fondamentale et un concept vide.

En Occident, il est évident que la conception de la dignité humaine et son fondement, la conception de la personne humaine, sont profondément marqués par la tradition chrétienne, celle-ci étant pour une part sécularisée : les valeurs proprement et spécifiquement chrétiennes sont devenues communes à notre société sans référence à la religion. Mais aujourd'hui, on peut dire que les références éthiques sont brouillées : typiquement, comment définit-on la famille dans nos sociétés (familles recomposées, familles monoparentales, familles homosexuelles...)¹ ? Par ailleurs, l'affirmation positive de l'autonomie et de la liberté peuvent aussi conduire à des dérives lorsque la dimension relationnelle de l'être humain n'est plus prise en compte (comme dans le slogan de certaines féministes radicales : mon ventre m'appartient).

2.3.1 Une référence chrétienne

Nous nous insérons dans une tradition historique exprimée dans des textes : des textes fondateurs, essentiellement ceux de la Bible, mais aussi des textes de la tradition des Pères de l'Église, des conciles, des théologiens, etc. Cette tradition, nous la lisons aujourd'hui, c'est-à-dire que nous l'interprétons nécessairement ; l'interprétation est faite de choix inconscients ou conscients. Il en est toujours ainsi dans toutes les traditions religieuses. Cela apparaît clairement dans les évangiles : Jésus cite les Écritures et les pharisiens le font aussi, mais ils ne citent pas les mêmes textes. Ils font des choix interprétatifs (de ce point de vue le récit des tentations de Jésus et le dialogue avec le diable se développe comme un débat rabbinique typique). Notre lecture des textes est donc toujours une interprétation possible parmi d'autres.

¹ Autre exemple manifestant combien l'éthique publique est brouillée : Gleeden (de « glee », joie en anglais, et Éden, paradis), qui se présente comme « le premier site de rencontres extraconjugales pensé par des femmes », et qui a lancé une campagne de publicité dans les rues de quelques grandes villes européennes, avec comme slogan : « Contrairement à l'antidépresseur, l'amant ne coûte rien à la Sécu ».

Cela signifie que dans nos Églises, et dans l'Église catholique en particulier là où je me situe, il y a des lectures différentes et en tension de l'autorité des Écritures, de leur sens et de l'apport de la tradition en ce qui concerne les pratiques éthiques aujourd'hui. Il en va de la conception de la dignité humaine et de ses implications. Dans ce contexte, ma lecture est donc aussi et nécessairement une lecture particulière.

Par ailleurs, entre l'esprit du texte, l'esprit de l'Évangile et la réalité vécue et institutionnelle de l'Église, il y a tension et parfois contradiction, comme c'était le cas pour Jésus qui faisait revivre l'esprit de la loi contre sa lettre.

2.3.2 Ressources de la foi et société plurielle

La relecture et l'interprétation de nos Écritures et de notre tradition nous offrent, comme croyants, une inspiration fondamentale de sens pour la reconnaissance de la dignité humaine et pour la lutte pour cette dignité. Ce sens ne s'impose cependant pas comme tel à l'intérieur de nos Églises, ni a fortiori au sein de la société comme ensemble.

Il nous est possible dans des espaces d'échange ouverts d'exprimer ce qui nous inspire et de chercher à comprendre ceux qui s'inspirent d'autres sources de conviction que la nôtre, comme par exemple les fondements spirituels de l'islam, ou encore le sens de la dignité humaine qui s'est forgé dans l'histoire européenne contre l'hégémonie totalitaire de l'Église sur la société. Cela permet de se comprendre, et pour une part de converger vers une certaine conception commune de la dignité humaine.

Au-delà de cela, il importe, dans la société plurielle, de développer une argumentation séculière accessible à tous, et de chercher à transposer dans un langage non religieux ce dont notre tradition religieuse est porteuse. Je pense que cette argumentation pour être audible et donc féconde doit essentiellement être portée par une démarche négative : pointer le doigt sur telle ou telle situation, sur telle ou telle pratique instituée qui apparaissent indignes de la personne humaine. La lutte aujourd'hui pour la dignité, pour plus de dignité et de reconnaissance des exigences de la dignité s'enracine dans l'indignation : des situations indignes de l'être humain. De ce point de vue, il importe de développer une pédagogie de l'indignation.

Dans une telle démarche, le chrétien porté par ses convictions, doit aussi accepter d'être déplacé, de reconnaître par et dans la parole de l'autre que telle évidence partagée au sein de la tradition de son Église, que telle pratique ecclésiale, tel type de discours sont en fait indignes de l'être humain. Et donc militer aussi pour des changements dans les Églises. C'est une question de crédibilité. En ce qui concerne l'Église catholique, il faut se souvenir que cette Église a condamné pendant plus d'un siècle la démocratie et les droits de l'Homme : Pie XII est le premier à avoir parlé positivement de la démocratie, Jean XXIII est le premier à avoir parlé positivement des droits de l'Homme.

Dans cette société plurielle, nous devons toujours nous rappeler que nous ne possédons pas la vérité, nous n'avons pas accès à toute la vérité. L'Église ne peut se situer en surplomb de la société en ce qui concerne la vérité, et la vérité éthique en particulier. La vérité accomplie est devant nous, elle est eschatologique, elle ne se révélera dans sa plénitude qu'au-delà de notre histoire. L'Esprit nous met en chemin vers cette vérité, qui pour nous est toujours non achevée. Et il agit aussi au-delà de nos frontières.

De plus, il nous faut prendre distance par rapport à un discours qui affirme que Dieu seul peut être au fondement de la dignité humaine et des droits humains, et que sans référence à Dieu, il n'y a pas de morale possible. Face à ce discours, qui est le discours officiel du magistère romain, deux remarques sont importantes. D'abord, il y a le témoignage de nombre de personnalités agnostiques ou athées qui sont animées par un sens très élevé des valeurs morales et de leurs exigences, plus que bien des croyants. Comme croyants, nous pouvons certes dire que l'Esprit de Dieu est en œuvre en eux, mais c'est tout autre chose que d'affirmer que la référence à Dieu est le seul fondement sûr de moralité. L'histoire du christianisme ou plutôt des christianismes montre à suffisance que la référence à Dieu peut jouer en faveur de la dignité humaine, mais aussi contre elle.

Deuxième remarque, s'il était vrai que sans référence à Dieu il n'y aurait pas de morale possible, il n'y aurait plus aucun sens à vouloir militer dans la société pour un monde plus juste, libéré de toute violence. À partir du moment où, comme chrétiens, nous sommes minoritaires, nous ne pourrions plus en aucune façon nous faire entendre.

Il est par ailleurs important de reconnaître et de valoriser le rôle sociétal des intellectuels critiques au sein des différentes traditions. À certains moments, des intellectuels, – théologiens, philosophes, juristes, – perçoivent dans la société des sensibilités minoritaires porteuses de nouveaux défis, ils leur donnent forme argumentée et diffusion, et par là ils anticipent le mouvement social et juridique. Vatican II a été possible, parce qu'il y avait déjà des pratiques innovantes et que des théologiens en avaient élaboré le sens et la justification doctrinale. On peut légitimement et sans naïveté espérer qu'il en est de même aujourd'hui au sein de l'islam. Il importe de développer le dialogue avec et entre les intellectuels critiques des différentes traditions de conviction et de les soutenir. Avec discernement cependant, parce qu'il y a aussi des intellectuels qui dérivent ou qui délirent !

2.3.3 Des conceptions différentes de la dignité humaine

Dans une société plurielle, il y a de fait des conceptions différentes de la dignité humaine ou de ce qu'implique ou exige la dignité humaine. Ces différences peuvent, à certaines conditions, être considérées comme éthiquement légitimes. Méfions-nous du discours déclarant que certaines affirmations morales sont des principes non négociables.

Reconnaître cette possibilité de différences d'appréciation sur ce qu'exige ou ce qu'exclut la dignité humaine, ne veut pas dire qu'il faut tout accepter, et que donc on serait dans le relativisme total.

D'une part, il y a des limites, de l'intolérable absolument. Dans l'Allemagne nazie, la majorité des chrétiens a soutenu ou au moins toléré le régime, a accepté le génocide des Juifs. C'était intolérable : la minorité chrétienne et non chrétienne qui a résisté et s'est opposée, comme Dietrich Bonhoeffer, était la seule à pouvoir se justifier éthiquement et évangéliquement. Il en va de même pour la minorité parmi les catholiques qui se sont opposés au régime de terreur des militaires argentins et à leur pratique massive de la torture et des disparitions forcées : c'est eux qui ont eu raison, éthiquement et

évangéliquement, contre la majorité des évêques qui ont soutenu publiquement le régime.

Mais d'autre part, il y a des questions aujourd'hui qui se situent dans ce qu'on peut appeler, à la suite du cardinal Martini, des zones grises ; c'est-à-dire là où les choses ne sont pas entièrement claires et où le discernement est difficile et peut conduire à des positions différentes. Le cardinal Martini disait : personnellement, je ne prendrais pas telle décision, mais je n'oserais pas non plus condamner. Ainsi, il est légitime éthiquement et évangéliquement de se demander si l'avortement est un mal absolu dans toute circonstance, ou s'il n'est pas parfois un moindre mal, par exemple dans les situations de guerre où le viol est systématiquement utilisé pour détruire les personnes du peuple ennemi. On sait que sans le dire publiquement, des évêques ont couvert cette pratique de l'avortement en ce qui concerne des religieuses et ont donc accepté de fait que c'était légitime. Ainsi encore, de nouveau dans des situations de guerre, dans différentes armées, lorsque des soldats étaient blessés très gravement et qu'il n'y avait aucun moyen de soin, il était non seulement admis mais conseillé de leur faire une piqûre donnant la mort ou de les achever d'un coup de feu. Je connais une armée européenne où cet acte s'appelait la miséricorde, et tous les aumôniers le savaient.

Je donne ces exemples extrêmes, en faisant remarquer qu'on ne peut généraliser à partir des extrêmes, mais que l'Église, sans jamais le reconnaître publiquement, acceptait que cette transgression des principes était légitime, comme moindre mal, ou plutôt comme ce qui pouvait être considéré le meilleur bien possible dans ces situations.

À partir de là, il est aussi légitime de se demander si, dans des situations moins extrêmes, on peut donner des réponses différentes, dans une perspective de moindre mal ou de meilleur bien possible, à des situations qui mettent en cause des principes qui pourraient sembler absolus.

Faut-il légiférer sur l'avortement ou l'euthanasie ? Si comme chrétiens, personnellement ou collectivement, on n'est pas d'accord sur la légitimité morale de ces pratiques dans certaines circonstances, – mais il faut reconnaître qu'il n'y a pas unanimité des chrétiens à ce sujet, – ne faut-il pas reconnaître qu'il vaut mieux légiférer, c'est-à-dire encadrer, pour éviter les dérives et les abus, et accepter que d'autres au nom même de la dignité humaine puissent revendiquer plus de liberté ?

Par ailleurs, si la liberté et l'autonomie sont des valeurs fondamentales de nos sociétés, tout ne peut se justifier au nom de la liberté. La société doit elle-même se donner des limites, poser des interdits. Ici encore, dans une société plurielle, les limites posées sont nécessairement le résultat de compromis : l'engagement politique du chrétien consiste alors à contribuer à ce que ces compromis soient le plus proche possible de ce qu'en conscience il juge être le bien, et donc l'exclusion du mal.

Le défi pour les croyants est d'être habité par des convictions fortes, d'être capable de les partager dans un langage audible par d'autres, de reconnaître qu'ils ne sont pas en possession de toute la vérité, de pouvoir chercher honnêtement les compromis les plus équilibrés et les plus proches de leurs convictions.

2.4 Pratique ecclésiale, solidarité, dissentiment et transgression

Nous croyons en Jésus-Christ et en son Évangile, et cette foi est déterminante pour nous. Et nous croyons en Église. Et cette appartenance à l'Église catholique est aussi importante pour nous. Jusqu'où cette appartenance nous impose-t-elle ou nous contraint-elle à accepter en conscience tout ce qu'enseigne le Magistère de l'Église catholique ? En ce qui concerne la morale, le Catéchisme déclare que « l'autorité du Magistère s'étend aussi aux préceptes spécifiques de la loi naturelle, parce que leur observance, demandée par le Créateur, est nécessaire au salut » (n. 2036). Dans ce cadre, l'obéissance au Magistère s'impose. Et « il ne convient pas d'opposer la conscience personnelle et la raison à la loi morale et au Magistère de l'Église » (n. 2039).

Il est évident que la majorité d'entre nous n'adhérons pas sans nuances à l'enseignement le plus officiel de l'Église sur certaines questions éthiques. L'ACi ou le CIL ont eu diverses déclarations claires à ce sujet. Comment pouvons-nous alors justifier cette distance, cette dissidence ou ce dissentiment ?

2.4.1 *Un regard sur l'histoire et sur le présent*

Il faut reconnaître honnêtement qu'un certain nombre d'affirmations les plus catégoriques de l'Église n'ont pas tenu dans l'histoire et sont contredites par le discours le plus officiel dans la suite.

Le Concile de Florence, concile œcuménique, déclare en 1442 que la Sainte Église romaine « croit fermement, professe et prêche qu'aucun de ceux qui se trouvent en dehors de l'Église catholique, non seulement les païens, mais encore juifs ou hérétiques et schismatiques ne peuvent devenir participants à la vie éternelle, mais iront "dans le feu éternel qui est préparé par le diable et ses anges" (Mt 25,41), à moins qu'avant la fin de leur vie ils ne lui aient été agrégés. » Vatican II a très clairement affirmé le contraire. Mais Vatican II n'a été possible que parce que des croyants et des théologiens ont commencé à penser le salut des non-catholiques en dehors de la catégorie du « Hors de l'Église pas de salut ». Ils ont commencé à le penser, à l'écrire, à le publier. Certains se faisant rappeler à l'ordre.

De même la participation de catholiques à des réunions ou rencontre avec des chrétiens d'autres Églises a été formellement condamnée par Pie XI, qui déclarait ainsi en 1928 : « Ce Siège Apostolique n'a jamais autorisé ses fidèles à prendre part aux congrès des non-catholiques ». Non seulement, Vatican II a clairement favorisé les rencontres œcuméniques, mais le Saint-Siège les organise aujourd'hui lui-même au plus haut niveau. Cela n'aurait pas été possible sans des théologiens comme Lambert Bauduin, qui est à l'origine de l'abbaye de Chevetogne, ou Congar. Tous les deux ont été condamnés. Et l'œcuménisme actuel n'aurait pas non plus été possible sans la pratique très minoritaire mais réelle d'échanges et parfois de prière entre catholiques et protestants ou entre catholiques et orthodoxes.

Lorsqu'en 1968, Paul VI publie l'encyclique *Humanae vitae* condamnant sans appel toute pratique contraceptive et appelant tous les prêtres à une obéissance sans faille, même s'ils ne sont pas convaincus par l'argumentation, les évêques belges publient une

lettre qui rappelle le primat de la conscience, dans des termes qui signifient clairement une dissidence par rapport à l'esprit de l'encyclique² : cette prise de distance ne correspond en tout cas pas à ce que demande aujourd'hui le Catéchisme.

Par apport au sida, les papes et instances romaines n'ont cessé de dire que la seule protection légitime est l'abstinence, y compris au sein de couples dont l'un des membres est infecté. Or il se fait que le cardinal Barragan, président du Conseil pontifical pour la pastorale de la santé, a remis il y a quelques années un dossier à la Congrégation pour la doctrine de la foi, concernant l'usage du préservatif dans les situations de sida. Et cela à la demande de Benoît XVI. Cela signifie qu'on considère que la parole affirmant sans équivoque jusqu'à présent que le seul moyen de prévention légitime est l'abstinence, est en principe révisable. Le 23 novembre, le cardinal Barbarin, archevêque de Lyon, a déclaré qu'une telle révision est nécessaire. Il a déclaré entre autres qu'il fallait « prendre les dix commandements dans l'ordre » : « le “Tu ne tueras point” vient avant le “Tu ne commettras pas d'adultère” ».

L'histoire et le présent indiquent donc très clairement qu'il y a place pour débat et mise en cause de la doctrine officielle sur certains points, et pour le présent en particulier en ce qui concerne les questions morales tournant autour de la sexualité et de la vie affective.

2.4.2 *La dissidence : sens et conditions*

Essayant de réfléchir de façon plus systématique sur cette question de la dissidence, j'ai tapé sur Internet le mot « dissentiment », et je suis tombé sur une conférence donnée par Mgr Bertrand Blanchet, à l'époque archevêque de Rimouski (Canada), au Centre culturel chrétien de Montréal, le 28 septembre 2006. Cette conférence porte le titre : « La dissidence dans l'Église : péché ou liberté ?³ ».

Blanchet dit d'abord que trois valeurs sont en cause dans la dissidence, c'est-à-dire ici la prise de distance par rapport à l'enseignement de l'Église⁴ : la vérité, la liberté et l'unité ou la communion ecclésiale. Il y a probablement péché quand l'une ou l'autre de ces valeurs est négligée ou méprisée.

² « Si toutefois quelqu'un, compétent en la matière et capable de se former un jugement personnel bien établi, – ce qui suppose nécessairement une information suffisante, – arrive, sur certains points, après un examen sérieux devant Dieu, à d'autres conclusions, il est en droit de suivre en ce domaine sa conviction, pourvu qu'il reste disposé à poursuivre loyalement ses recherches. » « Il faut constater aussi que certains arguments invoqués dans la déclaration officielle, soit en partant des principes soit en montrant les conséquences des pratiques anticonceptionnelles, n'ont pas aux yeux de tous le même caractère convaincant, sans qu'on puisse de ce fait supposer chez ceux qui ne le perçoivent pas, une recherche égoïste ou hédoniste. Il faut reconnaître, selon la doctrine catholique traditionnelle, que la dernière règle pratique est dictée par la conscience dûment éclairée selon l'ensemble des critères qu'expose *Gaudium et Spes*, et que le jugement sur l'opportunité d'une nouvelle transmission de la vie appartient en dernier ressort aux époux eux-mêmes qui doivent en décider devant Dieu. » (*Doc. Cath.*, 1968, n. 1524, c. 1603-1607.)

³ On la trouve sur site <http://www.cccm.st-albert.org>.

⁴ Blanchet distingue dissidence, condition de la personne qui prend distance par rapport à un enseignement, et dissentiment comme refus d'adhésion à cet enseignement.

D'abord *la vérité*. Un principe catholique fondamental est la confiance faite à l'intelligence humaine dans sa quête de la vérité. Le magistère officiel de l'Église parle beaucoup, et beaucoup plus que par le passé. « Or, il y a une hiérarchie des vérités. Et une dissidence par rapport à l'une ou l'autre de ces vérités n'a pas la même portée ni la même signification. » Outre la hiérarchie des vérités, il y a les différents niveaux d'autorité des textes magistériels (il y a une différence majeure entre un texte conciliaire et une allocution du pape lors d'une audience hebdomadaire). Et puis il y a aussi une différence entre ce qu'on appelle le « dépôt de la foi », dont témoigne le Credo, et des vérités dérivées ou déduites. Blanchet dit explicitement son doute quant à la référence à la loi naturelle. Et il ajoute : « Pensons au poids des cultures, aux avancées des sciences biologiques et des sciences humaines qui nous provoquent à repenser tant de choses. Pour ma part, je suis moins à l'aise qu'autrefois avec l'expression "l'Église experte en humanité". »

Puisqu'il y a hiérarchie des vérités, il y a aussi un dégradé des certitudes, selon une expression de Congar. Et Blanchet dit que pour lui et que pour la Conférence épiscopale du Canada, l'expression utilisée dans les documents romains de « soumission religieuse de l'intelligence » fait difficulté : l'intelligence ne peut donner son assentiment que quand elle appréhende la vérité.

Ensuite *la liberté*. Blanchet cite le cardinal Kasper : « On ne peut imposer la vérité : celle-ci s'impose et convainc d'elle-même. Vérité et liberté sont les deux faces de la même médaille, elles se présupposent mutuellement. » Il faut prendre en compte deux dimensions de la liberté : la liberté de recherche et la liberté de conscience. « Par liberté de recherche, j'entends ici la possibilité pour l'intelligence de continuer à chercher même quand des réponses magistérielles sont données, qu'elles soient de l'ordre de la révélation ou de l'ordre de la loi naturelle. » Pour qu'il y ait liberté de recherche, il faut qu'il y ait place pour le débat public. Cela implique un espace suffisant de liberté.

Il y a aussi la liberté de conscience : c'est elle qui doit avoir le dernier mot au niveau des pratiques personnelles.

Enfin, il y a *l'unité et la communion*. L'unité ou la communion ecclésiale est un bien à poursuivre toujours. Dans cet esprit, la critique et la dissidence sont possibles et ne sont légitimes et fécondes que si elles sont portées par un amour de l'Église. L'unité et la communion ne sont pas uniformité.

Blanchet conclut sa conférence en disant qu'entre vérité, liberté et unité il y a une relation dynamique. Et cette relation s'exerce et se vit différemment selon les diverses responsabilités ecclésiales. Et il précise, de façon intéressante : « l'accent sur le service de la vérité et de l'unité chez les évêques ; sur la liberté dans la quête de la vérité pour les théologiens ; sur le souci de liberté et d'unité chez beaucoup de fidèles. Dans la pratique ecclésiale, pour que cette relation soit dynamique et positive, il faut des lieux de dialogue. »

J'ai cité ici Mgr Blanchet, parce que je trouve intéressant qu'un évêque dise publiquement ce genre de choses et qu'il le fait de façon très intelligente. Et évidemment parce que je me retrouve pleinement dans cette approche.

Conclusion

Je pense que l'ACi est un lieu privilégié pour

- Soutenir le travail d'information et de réflexion personnelle.
- Se mettre à l'écoute des différentes expériences humaines et croyantes, dans l'ordre social et éthique, et de l'expression réfléchie de ces expériences.
- Ouvrir des espaces d'échange et de débat sur ces questions, afin de favoriser une parole commune du mouvement, quitte à dire aussi clairement sur quoi il y a absence de consensus.
- Valoriser, à travers l'ensemble de cette démarche, l'apport de la tradition chrétienne et de l'Évangile, tout en étant ouvert à des adhésions ou non-adhésions diverses quant à la façon de ratifier personnellement cette tradition en la faisant sienne.
- Assumer publiquement dissidence et transgression lorsque cela s'impose suite à un travail sérieux et la formation d'une conscience réfléchie et partagée.

Ignace Berten, op